

Objet : Prescription d'une déclaration de projet emportant mise en c
pour l'extension d'activité de l'entreprise SODEL

L'an deux mille vingt et un, le premier juillet, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-cinq juin 2021, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : GUEPET Yann *suppléant de LARDE Philippe* ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixy-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, CAHU Gérald ; **DELAMARCHE** Carole, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, REYRE Benoit ; **SACCHIERO** Laetitia, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FEROLI Alain, KIEFFER Hélène, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : GIRARDIER Alain *suppléant de BISSINGER Michel* ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : DAL ZOTTO Véronique *suppléant de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : MARTIN Philippe *suppléant de NAJOTTE Sylvie* ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : JACOB Denis *suppléant de TIRLICIEN Alain* ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine, FAVE Francis, GUERILLOT Virginie, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clotilde ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, SINAMA POUJOLLE David ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Suppléants présents sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSON Fabrice ; **Chalaines** : URIOT Patrick ; **Cousances les Triconville** : BETTON Marie-Louise ; **Laneuville-au-Rupt** : MARTINEAU Hélène ; **Mélny-le-Grand** : FROMONT Jean-Luc ; **Ourches-sur-Meuse** : ANDRE Séverine ; **Sauvigny** : BONAFINI Monique ; **Willeroncourt** : SEILER Alain

Absents

Boncourt-sur-Meuse : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : GENIN Jessica, KIEFER Sandrine, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe ; **Euville** : MAILLARD René ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mélny-le-Petit** : BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Sauvay** : THIRIET Michelle ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Vignot** : MILLOT Nicolas ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

REYRE Benoit de KIEFER Sandrine, CAUMIREY Dominique de POIRSON Eliane, LECLERC Francis de BOUCHOT Christian, VINCENT Éric de Julien CARDOT, GENART Angélique de ROCHAT Philippe, LIGIER Jean-Pierre de BEAUSEIGNEUR Hugues, LEFEVRE Jérôme de MARCHAND Martine

Secrétaire de séance : BARREY Patrick

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 62 - Nombre de pouvoirs : 7 - Nombre de suffrages exprimés : 69

VOTES : Pour : 69 - Contre : 0 - Abstention : 0

01/07/2021 Délibération n°93bis -2021 – ANNULE ET REMPLACÉ

L'entreprise SODEL est une société de transport routier localisée à la zone des Herbues de Pagny sur Meuse sur la parcelle ZI 115 classée en zone Ux.

Propriétaire depuis 2013 via la SCI le Coup de canne de la parcelle contigüe cadastrée ZI 135 de 9 413m² située au Coup de Cannes à Pagny sur Meuse, l'entreprise SODEL souhaiterait y construire un bâtiment (40m de large équivalent à la largeur de la parcelle) pour y développer une activité de messagerie.

Or cette parcelle, auparavant classée en zone constructible sous l'égide de l'ancien Plan d'Occupation des Sols, a été classée par erreur (plan ne prenant pas en compte le découpage parcellaire récent) en zone A dans le cadre de l'élaboration du PLU, rendant impossible toute construction.

Pour mener à bien son projet de service de messagerie, l'entreprise aurait besoin d'une surface supplémentaire (environ 1 hectare) située sur la parcelle voisine ZI 137 classée elle aussi en zone Agricole. Cette parcelle doit servir de parking de desserte et manœuvre des camions pour le bâtiment de messagerie.

Afin de les reclasser en zone UX, il est proposé de mettre en œuvre une déclaration de projet, procédure simplifiée et plus rapide qu'une procédure de révision qui engendrerait une procédure longue nécessitant une réflexion d'ensemble des parcelles constructibles autour de la zone.

La déclaration de projet vise les opérations qui ne seraient pas compatibles avec les dispositions d'un PLU. Il s'agit de la procédure de mise en compatibilité avec une opération d'intérêt général prévues par les articles L153-54 à L153-59 du code de l'urbanisme. La déclaration de projet permet à la collectivité territoriale, bénéficiaire de l'opération, de procéder à la reconnaissance de son intérêt général.

La procédure de déclaration de projet se décompose comme suit :

- lancement la procédure ;
- élaboration du rapport de présentation ;
- saisine de l'autorité environnementale pour mise en œuvre d'une évaluation environnementale le cas échéant ;
- organisation de la réunion d'examen conjoint ;
- saisine de la CDPENAF pour avis ;
- demande de dérogation à l'urbanisation limitée auprès du Préfet du Département ;
- organisation de l'enquête publique ;
- approbation par l'autorité compétente du dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ;

La Communauté de communes est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

L'implantation de nouvelles entreprises et le développement d'entreprises sur le territoire est une des priorités de la communauté de communes car elles participent au développement du territoire, amènent de l'emploi voire de la population.

Pour rappel depuis le 1er janvier 2017, la compétence développement économique des Communautés de Communes a été élargie pour inclure les zones d'activités industrielles, le soutien aux activités économiques d'intérêt communautaire ainsi que la promotion du tourisme.

Cinq zones d'activités communautaires sont présentes sur le territoire de la Communauté de Communes :

- la zone de La Louvière à Commercy
- la zone du Vé à Void-Vacon
- la zone de la Pelouse à Void-Vacon
- la zone de Tusey à Vaucouleurs
- la zone de Pagny sur Meuse

Le foncier dédié au développement économique sur la commune de Pagny

Le PLU de la commune de Pagny sur Meuse prévoit :

- Une zone de 3.5 ha destinées à accueillir des activités économiques à court terme (zone 1AUx, côté nord) mais les parcelles appartiennent à des propriétaires privés ne souhaitant pas vendre ;
- Une zone de 15.7 ha de réserves foncières, destinée exclusivement à une éventuelle extension de la base INTERMARCHE (zone 2AUx).
- Une zone de 3 ha de réserves foncières destinée à l'activité au gré des opportunités liées à l'emplacement de Pagny-sur-Meuse (zone 2AUx au bord de la RN4, côté sud) qui ne pourra faire l'objet de construction qu'après constructions de la zone 1AUX.

Ainsi, la collectivité ne dispose pas de foncier permettant l'extension de l'activité de SODEL dont la seule solution est le passage de la parcelle ZI 135 et une partie de la parcelle ZI 137 en zone UX.

L'absence de développement de l'entreprise SODEL pourrait conduire à une délocalisation.

La collectivité considère l'intérêt général du projet et décide de mener une déclaration de projet pour permettre l'extension de l'entreprise.

La CC CVV, compétente en matière de développement économique, est considérée comme responsable du projet et mènera la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

La loi Accélération et simplification de l'action publique du 8 décembre 2020 a modifié la procédure de déclaration de projet.

En effet, désormais, les déclarations de projet soumises à évaluation environnementale (ce qui est notre cas) doivent mettre en place une concertation obligatoire avec la population avant l'enquête publique (L.103-2 du code de l'urbanisme).

L'article L.103-4 du code de l'urbanisme précise que c'est à la CC CVV de fixer ces modalités de concertation.

Il est proposé :

- un affichage en mairie, au siège de la CC et sur le site internet qui informe la population sur la tenue et les modalités de cette concertation (15 jours)
- la tenue d'un cahier de remarques en mairie et au siège de la CC (15 jours)

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'acter l'intérêt général du projet ;
- De prescrire une déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLU afin de permettre à l'entreprise SODEL de construire un bâtiment pour y développer une activité de messagerie sur la parcelle ZI 135 de 9 413m² située au Coup de Cannes à Pagny sur Meuse ainsi que sur une partie (1ha) de la parcelle ZI 137.
- D'acter que la déclaration de projet et le dossier de mise en comptabilité du PLU feront l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associée, tel que prévue par l'article L153-54 du code de l'urbanisme ;
- De procéder à la consultation de bureaux d'études pour mener la déclaration de projet et le dossier de la mise en compatibilité du PLU ;
- De solliciter la mise à disposition des services de l'Etat dans le cadre de la procédure ;
- D'autoriser le lancement de la procédure de déclaration de projet ;
- D'autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application ;

Vu la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code l'urbanisme ;

Vu le Décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-2, L300-6, L153-54, L153-55, L153-58 2° et R 153-13 à R153-17 ;

Vu le Décret n°2013-142 du 14 février 2013 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pagny sur Meuse approuvé le 04 Mars 2020 ;

Vu les statuts de la communauté de communes ;

Considérant la volonté de l'entreprise SODEL de construire un bâtiment pour y développer une activité de messagerie ;

Considérant que la parcelle ZI 135 appartenant à SODEL, auparavant classée en zone constructible sous l'égide de l'ancien Plan d'Occupation des Sols a été classée par erreur (plan ne prenant pas en compte le découpage parcellaire récent) en zone A dans le cadre de l'élaboration du PLU, rendant impossible toute construction ;

Considérant que l'absence de développement de l'entreprise SODEL pourrait conduire à une délocalisation ;

ACTE l'intérêt général du projet ;

DECIDE de prescrire une déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLU afin de permettre à l'entreprise SODEL de construire un bâtiment pour y développer une activité de messagerie sur la parcelle ZI 135 de 9 413m² située au Coup de Cannes à Pagny sur Meuse ainsi que sur une partie (1ha environs) de la parcelle ZI 137.

ACTE la déclaration de projet et le dossier de mise en compatibilité du PLU feront l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associée, tel que prévue par l'article L153-54 du code de l'urbanisme ;

DECIDE de procéder à la consultation de bureaux d'études pour mener la déclaration de projet et le dossier de la mise en compatibilité du PLU ;

DECIDE des modalités de concertation avec la population comme suit :

- affichage en mairie, au siège de la CC CVV et sur le site Internet de la CC informant sur la tenue et les modalités de la concertation avec tenue d'un cahier de remarques en mairie et au siège de la CC CVV pendant 15 jours

SOLLICITE la mise à disposition des services de l'Etat dans le cadre de la procédure ;

AUTORISE le lancement de la procédure de déclaration de projet ;

AUTORISE le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté de communes et en mairie de Pagny sur Meuse durant 1 mois et d'une mention dans un journal du département.

Cette délibération fera également l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la CODECOM.

Elle sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité définies ci-avant.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC

Date de convocation : 25/06/2021

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

